

**NATIONS UNIES**  
**CONSEIL**  
**DE SECURITE**



Distr.  
GENERALE  
S/15484  
9 novembre 1982  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ESPAGNOI

---

LETRE DATEE DU 5 NOVEMBRE 1982, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL  
DE SECURITE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DU NICARAGUA AUPRES DE  
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous transmettre le texte du message que S. Exc. Miguel D'Escoto Brockmann, ministre des relations extérieures du Nicaragua, vous adresse en votre qualité de Président du Conseil de sécurité :

"Notre gouvernement, préoccupé par la gravité de la situation actuelle en Amérique centrale, qui tend de plus en plus à mettre en danger la paix et la sécurité internationales, se trouve une fois de plus contraint de s'adresser, par votre intermédiaire, à cette haute instance.

A plusieurs reprises, nous avons dénoncé auprès de vous les violations constantes de notre intégrité territoriale et de notre souveraineté dues à l'intransigeance de l'actuel Gouvernement des Etats-Unis, qui se refuse à reconnaître le droit qu'a chaque Etat d'exercer son autodétermination et de choisir son propre destin.

Notre chef d'Etat, le Commandant de la Révolution, M. Daniel Ortega Saavedra, a dénoncé auprès de vous, au mois de mars dernier, les menaces dirigées alors contre le Nicaragua. Nous voulions ainsi non seulement informer la communauté internationale des agressions dont nous étions l'objet, mais aussi chercher, avec la participation du Conseil de sécurité, la voie pouvant mener à un dialogue sérieux et constructif. Malheureusement, à cette occasion un veto a été opposé à un projet de résolution présenté par le Panama et le Guyana, qui demandait uniquement, sans citer personne, le respect absolu des principes consacrés dans la Charte des Nations Unies. A cette occasion également, l'un des membres permanents du Conseil de sécurité, précisément celui qui avait opposé son veto au projet de résolution, à savoir les Etats-Unis d'Amérique, n'a pas voulu ou n'a pas pu donner officiellement l'assurance qu'il n'avait nullement l'intention de participer à des opérations clandestines contre le Nicaragua.

Au cours des mois suivants, nous avons déposé plusieurs plaintes auprès du Conseil de sécurité et au sein du Mouvement des pays non alignés, car les agressions militaires, loin de prendre fin, ont augmenté non seulement sur le plan quantitatif mais aussi qualitatif. Elles ont cessé d'être des actions isolées et sporadiques menées par de petits groupes pour se transformer en

activités soutenues par le Gouvernement actuel des Etats-Unis et préparées par la CIA dans le cadre d'une invasion silencieuse et lente dont procèdent les actions des anciens gardes de Somosa, les opérations de harcèlement effectuées par l'armée hondurienne pour les protéger et les manoeuvres militaires communes, qui ont eu lieu à plusieurs reprises, de l'armée hondurienne et des forces stratégiques de l'armée américaine.

Il convient de signaler que ces manoeuvres ont servi, entre autres, à faire passer des milliers de tonnes d'armements et de munitions destinées à devenir les ressources logistiques des unités militaires contre-révolutionnaires constituées d'anciens gardes et de mercenaires entraînés par la CIA. Ces manoeuvres ont aussi servi à mobiliser des troupes et à établir des camps de l'armée hondurienne en divers points frontaliers, dont le déplacement et la position coïncident de manière significative avec ceux des camps des unités militaires contre-révolutionnaires, qui sont aussi situés sur le territoire hondurien.

Nous pouvons dire aussi que depuis le milieu de l'année, c'est-à-dire depuis le mois de juillet 1982, les bandes contre-révolutionnaires ont été concentrées en territoire hondurien, y compris celles qui se trouvaient sur notre territoire, dans le but d'en faire - grâce à un entraînement spécial et intensif, un matériel militaire mieux approprié, des fusils FAL, des lance-grenades M-79, des lance-missiles Law, des vêtements adaptés aux intempéries fabriqués aux Etats-Unis, des aliments concentrés, etc. - de véritables unités militaires contre-révolutionnaires pouvant agir comme des troupes régulières et pouvant être utilisées pour différentes formes de guerre classique. Actuellement, tous leurs camps ont été transférés du même côté de la frontière et certaines d'entre elles se sont infiltrées au Nicaragua.

Dans ce contexte, il est important de signaler l'accroissement des forces armées honduriennes depuis 1982, lesquelles se sont développées grâce à l'appui économique et aux conseils militaires des Etats-Unis, qui ont actuellement plus de 120 conseillers militaires qui inculquent aux chefs et aux cadres militaires intermédiaires honduriens la doctrine offensive qui caractérise l'armée américaine.

Récemment, mon gouvernement a publié un livre intitulé Nicaragua Denuncia (Le Nicaragua accuse) qui rend compte des différentes agressions et violations de sa souveraineté dont il a été l'objet entre 1980 et 1982, livre que nous ferons parvenir en temps utile aux membres du Conseil. Ils pourront constater, à sa lecture, que nous avons été l'objet de 429 agressions, très exactement, perpétrées à partir du Honduras, lesquelles ont entraîné la perte de 324 de nos fils, morts, disparus ou blessés, 127 violations de notre espace aérien par des appareils non identifiés, 81 attaques contre des postes de gardes-frontières en territoire nicaraguayen, 9 vols de bétail, 36 embuscades contre des troupes de l'armée populaire sandiniste et des milices populaires sandinistes. Dans le cadre de ces activités, l'armée hondurienne a apporté son appui à 65 actes d'agression et il y a eu 9 incidents entre des bâtiments des deux pays qui ont entraîné la capture de 11 gardes honduriens et de

navires de ce pays, lesquels ont été libérés - hommes et embarcations - presque immédiatement. Tout cela n'arriverait pas sans l'intransigeance dont fait preuve le Gouvernement actuel des Etats-Unis et sans les opérations clandestines de la CIA.

Nous souhaitons aujourd'hui attirer votre attention et celle des autres membres du Conseil de sécurité sur les articles récemment publiés par la presse des Etats-Unis, notamment Newsweek et le New York Times, qui corroborent l'existence d'un plan de déstabilisation d'un gouvernement légitimement constitué, en violation flagrante des principes de la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats et du non-recours à la force pour le règlement des différends et autres principes de la coexistence pacifique consacrés dans la Charte des Nations Unies.

Les articles en question confirment nos accusations en ce qui concerne l'entraînement militaire et l'équipement que les Etats-Unis et leurs alliés apportent dans la région, et expliquent le refus systématique de négocier tant de leur part que de la part du Honduras, de même que le refus qu'ils ont opposé à la dernière initiative commune des Présidents du Mexique et du Venezuela. Ils montrent également à quel point le Gouvernement des Etats-Unis est impliqué en Amérique centrale avec la complicité d'importants secteurs de l'armée et du Gouvernement honduriens, ce qui inévitablement a créé un climat de guerre et de terreur qu'ils essaient d'utiliser contre mon pays.

Les déclarations faites par des fonctionnaires américains en réponse à l'article de Newsweek, dans lesquelles ils reconnaissent, avec le plus grand cynisme, leur participation aux plans de déstabilisation, même s'ils prétendent apporter leur appui uniquement à des opérations militaires de faible envergure contre le Nicaragua, ne sont pas faites pour nous rassurer, pas plus que les déclarations de M. John Hughes, porte-parole du Département d'Etat, qui a affirmé que les Etats-Unis n'avaient l'intention de déstabiliser aucun gouvernement légitime alors même que les faits prouvent qu'ils favorisent, encouragent et exécutent des opérations militaires contre nous, ce qui est un paradoxe difficile à expliquer.

Mon gouvernement craint que soit perpétrée sous peu une agression de grande envergure qui conduirait à une guerre ouverte entre le Honduras et le Nicaragua, d'autant plus que les prochaines manoeuvres militaires entre les Etats-Unis et le Honduras, qui auront lieu en décembre prochain et qui ont été dénoncées par le Washington Post le 17 octobre dernier, représentent une menace sérieuse et une provocation non déguisée contre mon pays. Nous ne pouvons considérer le fait qu'elles ont été récemment reportées comme un geste des Etats-Unis manifestant leur volonté de rechercher la paix, mais comme une manoeuvre tactique visant à montrer, surtout après la parution de l'article de Newsweek, qu'ils ne sont pas impliqués dans des activités de grande envergure contre le Nicaragua, d'autant plus qu'ils sont en train de préparer le voyage du président Reagan dans divers pays latino-américains.

Je ne terminerai pas sans mentionner, dans ce contexte d'agressions perpétrées contre le Nicaragua et dénoncées une fois de plus par la presse des Etats-Unis, les déclarations du représentant par intérim des Etats-Unis auprès de l'Organisation des Nations Unies, l'ambassadeur Adelman, qui, usant de son droit de réponse à la suite de l'intervention du ministre des relations extérieures, Miguel d'Escoto Brockmann, devant l'Assemblée générale, a affirmé, entre autres, que les Etats-Unis ne faisaient peser aucune menace sur la souveraineté et l'indépendance d'aucun pays de la région et que nos accusations et allégations étaient dénuées de fondement. Nous sommes habitués à entendre ce genre de déclaration de la bouche de fonctionnaires du Département d'Etat, notamment du Sous-Secrétaire d'Etat, M. Enders, mais malheureusement les faits contredisent leurs paroles et, au lieu de rechercher le dialogue, ils encouragent des réunions soi-disant destinées à rechercher la paix, mais dont le Nicaragua est exclu.

Pour terminer, Monsieur le Président, il me reste à réitérer l'attachement à la paix de mon gouvernement et de mon peuple, qui n'ont épargné aucun effort pour éliminer les tensions dans la région et éviter ainsi un conflit régional. Nous espérons que chez les autres, qui encouragent les hostilités, la sagesse prévaudra et qu'ils sauront éviter de lourds sacrifices à notre région éprouvée. Nous espérons également que le Gouvernement des Etats-Unis acceptera le dialogue proposé depuis presque deux ans, et que par la même occasion il fera part de sa ferme intention de ne pas entreprendre ou diriger directement ou indirectement des actes de déstabilisation contre le Nicaragua et qu'il s'y tiendra. Nous espérons également que nos frères et voisins honduriens réfléchiront et n'accepteront pas de faire le jeu des intérêts étrangers; nous sommes disposés à engager le dialogue au plus haut niveau sur les problèmes bilatéraux qui existent entre nos deux pays.

Nous exigeons le respect du droit de notre peuple à l'autodétermination comme nous-mêmes respectons celui des autres peuples, notamment de nos voisins. Nous luttons et lutterons pour la paix et nous espérons voir la paix régner en Amérique centrale.

(Signé) Miguel D'ESCOTO BROCKMANN"

Je vous prie de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente note et de ses annexes comme document du Conseil de sécurité, car il est de la plus haute importance que vous-même, tout comme les membres du Conseil, ainsi que la communauté internationale, soyez avertis de la dangereuse situation actuelle et de ses conséquences possibles.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent du Nicaragua  
auprès de l'Organisation des  
Nations Unies,

(Signé) Javier CHAMORRO MORA

ANNEX I

ARTICLE FROM THE NEW YORK TIMES, TUESDAY, NOVEMBER 2, 1982

U.S. BACKING RAIDS AGAINST NICARAGUA

BUT OFFICIALS INSIST THEIR SCOPE  
IS LIMITED AND NOT AIMED  
AT TOPPLING SANDINISTS

BY PHILIP TAUBMAN  
SPECIAL TO THE NEW YORK TIMES

WASHINGTON, Nov. 1-- The United States is supporting small-scale clandestine military operations against Nicaragua intended to harass but not to overthrow the Nicaraguan Government, senior Reagan Administration officials said today.

The officials denied a report in Newsweek magazine that the Central Intelligence Agency was trying by covert means to topple the leftist Government in Managua.

A senior national security official insisted that the scope of clandestine operations was limited to hit-and-run raids into Nicaragua by small paramilitary units based in Honduras, skirmishes with Nicaraguan troops along the Honduran border, and financial support for political opponents of the Sandinist Government.

The official said that no Americans were directly involved in the paramilitary operations, but acknowledge that the C.I.A. was providing money and military equipment to the units. He added that Americans were also helping to train the anti-Sandinist forces, which are made up primarily of Nicaraguan refugees.

Within Limits of Plan

The official contended that the military and financial aid fell within the limits of an overall plan for covert operations in Central America approved by President Reagan almost a year ago.

The plan, parts of which were disclosed in press accounts earlier this year, called for formation of a small paramilitary unit in Honduras to interdict Cuban supply lines to guerrillas in neighboring El Salvador and financial support for moderate political and business institutions and leaders in Nicaragua, according to Administration officials.

"We are not waging a secret war, or anything approaching that," a senior intelligence official said. "What we are doing is trying to keep Managua off balance and apply pressure to stop providing military aid to the insurgents in El Salvador."

Administration officials reacted strongly to assertions in Newsweek that the covert operations were "out of control" and that an expansion of the activities had been "improvised" by the American Ambassador in Honduras, John D. Negroponte.

Cleared With Washington

"Negroponte, as the chief of mission, oversees the operations, but nothing is done without clearing it in Washington first," a senior intelligence official said.

Some Administration officials have advocated a more ambitious effort against the Sandinist Government, which seized power in 1979 after overthrowing the Government of Gen. Anastasio Somoza Debayle.

But Mr. Reagan and other top officials reportedly rejected the use of greater force partly because they considered it potentially counterproductive to overall American policy, and partly because intelligence officials said that the C.I.A. did not have adequate resources to undertake a major paramilitary operation.

/...

The result, some Administration officials said, was a limited covert operation, designed to sting but not incapacitate the Sandinists.

According to national security officials, the clandestine military activities were to have been supervised primarily by Argentina, which had organized anti-Sandinist paramilitary forces in Honduras 18 months ago, before the American involvement.

Initially, Argentina did take the lead in supplying and directing the units, which number 2,000 to 4,000 men, dispersed in several camps along the Honduras-Nicaragua border, according to American officials. But Argentine assistance waned after disputes developed between American and Argentine advisers and after the United States supported Britain in its war with Argentina over the Falkland Islands, Administration officials said.

# The Washington Post

1982 The Washington Post Company

SUNDAY, OCTOBER 17, 1982

The Post in Arabic, Spanish and Portuguese  
Printed in the United States of America

105th Year No. 316

## U.S. Presses Honduran War Game

### Massive Exercise Meant to Intimidate Nearby Nicaragua

By Christopher Dickey  
Washington Post Foreign Service

TEGUCIGALPA, Honduras—A joint U.S.-Honduran military exercise of unprecedented scale is being planned here with the aim of intimidating Nicaragua's revolutionary government, according to government and diplomatic sources. But there is growing concern that it could accidentally touch off a real war between the Central American countries.

"It's certainly going to rattle their cages," said one man familiar with the operation, tentatively scheduled for December.

The U.S. Army, Air Force and Navy will participate in what are described as support functions that could involve several hundred American soldiers. U.S. initiatives in the planning have drawn some criticism from Hondurans involved.

Honduran troop movements are supposed to take place throughout the country, but these sources said the main action is to be around Mocoron—the site of a new military base as well as a camp of more than 9,000 Nicaraguan Miskito Indian refugees—in isolated eastern Honduras close to the Nicaraguan border.

The section of Nicaragua to the immediate south of the operation site is wracked by periodic fighting between Managua's troops and anti-Sandinista rebels, including Miskito Indians, allegedly supported out of Honduran base camps.

Usually reliable sources involved with the planning of the maneuver, which has tentatively been given the Miskito name of Ahuas Tara, meaning Big Pine, say a propaganda "smoke screen" will be an important part of the operation.

The Hondurans normally conduct military exercise twice a year, and a program of joint exercises with the United States known as "Falcon View" has been going on for years. But military spokesmen say that Ahuas Tara is new, and much bigger than those operations.

According to sources familiar with Ahuas Tara, planning for the operation began as a relatively modest variation on the regular summer maneuvers for August, which were postponed because of floods.

In the interim, the scope of the operation increased dramatically. The maneuver is expected to last about five days and consist of the simulated rescue of a large garrison

See HONDURAS, A12, Col. 1

surrounded by an enemy incursion. Nicaragua has expressed concern that the purpose is to prepare for an invasion or to provide cover for stepped-up operations by anti-Sandinista rebels.

A source who works closely with both the U.S. Embassy and the government suggested that there is growing resentment on the part of some Honduran military officers because of what they see as the increasing interference of American "civilians" or intelligence agents in the planning of the maneuvers.

"Honduras wanted to improve its armed forces. The civilians want to use the operation for other purposes. They want to make it a big thing, to send a signal to Nicaragua," said one Honduran official.

Sources here insist that the operation is not meant to be an incursion, but a substantial feint near the border to convince the Sandinistas— as one official put it—"that they will be finished" if they do not bend to the general line adopted by Washington and Honduras.

The Hondurans, even some who would like nothing more than to march on Managua, appear to have much less confidence than the Nicaraguans in Washington's support for such a war.

"We have studied your history," one Honduran officer told an American reporter, alluding to Washington's reluctance when it comes to committing money or men that would be needed to wage a war. "We have to wonder if the United States is serious here or just fooling around. We tend to think now that it is just fooling around."

Military sources here say that any invasion of Nicaragua would have to be massive and quick. "It can't be a pinprick," said a senior U.S. military officer. "If they [the Hondurans] do something they'll have to go all out. Nicaragua is going to be very strong in two years."

Despite an almost 10-fold increase in military aid to Honduras since 1980, Washington has not given this country the kinds of military resources that the Honduran Army



# U.S.-Honduran War Game Designed to Intimidate Nicaraguans

feels it would need to mount a full-scale invasion.

This realization, according to military sources, has tended to diminish the ardor for "cutting out the cancer" of Nicaragua that many Honduran officers have talked about almost since the leftist Sandinista government took over there in 1979.

What has been created, in terms of conventional warfare, is a balance of power in which neither side has a clearcut advantage.

Nicaragua's regular Army is the biggest in Central America. By most estimates its size has remained at about 23,000 men and women for more than a year. The Honduran Army has about 16,000.

The relative strengths or weaknesses inherent in armored vehicles, in naval patrol boats and other factors are argued inconclusively, but the essential pattern has been for Nicaragua's strength to be in numbers of infantry and Honduras' in its Air Force.

The advantage Honduras held in air power with 15 French-design Super-Mystere jet fighters acquired from Israel several years ago has been largely neutralized by the Nicaraguans' acquisition of highly mobile ground-to-air rocket systems, diplomatic sources report.

As the war of nerves has escalated, both Managua and Tegucigalpa appear to have encouraged irregular forces and rebels to step up their activity. Anti-Sandinista rebel groups work out of base camps in Honduras. Cinchonero leftist guerrillas and other terrorist organizations in Honduras have connections to Managua.

The "counterrevolutionary" forces operating into Nicaragua, said one Honduran officer, also serve the purpose of probing Sandinista defenses. Each side officially denies that it helps subversives working against the other.

It is against this background that

Washington has stepped up concrete military demonstrations of support for the Tegucigalpa government.

In July, the U.S. Air Force moved more than 900 Honduran troops to the new military base at Mocomon in a highly publicized operation. At the same time, four U.S. minesweepers paid courtesy calls on Honduran ports. In late August, the landing-ship dock USS Portland stopped at the port of Tela.

A senior U.S. officer here said the visit was "routine" and "there's no political reason for it," but added, "I guess the Nicaraguans had reason to holler, with 608 sailors and marines only 300 miles away."

The officer said that until recently there was at most one U.S. Navy courtesy call a year in Honduras.

The Sandinistas have said repeatedly they will not be provoked into an armed conflict with Honduras. Nevertheless, they prepare for such a contingency and reportedly have moved up large troop concentrations.

The balance is delicate and dangerous, raising calls for a negotiated solution from Mexico, Venezuela and other countries before a miscalculation or provocation leads to a war that could engulf the region.

According to sources familiar with awaited maneuvers, when Washington argued that the operation should be conducted in the western region around Choluteca—where an inva-

sion would move right into the economic heart of Nicaragua—the Hondurans refused, reportedly because of the high population density there.

On a recent afternoon, things were quiet at the garrison of the Mocomon Task Force in the midst of remote pine barrens surrounded by marsh. A guard at the gate stood idly scribbling verse in a battered notebook: "Oh forgotten corner of Honduras, now filled with valiant soldiers . . ."